

DE PAR LE MONDE

Jean-Noël
de Bouillane
de Lacoste

Inde : victoire du fanatisme

« La plus grande démocratie du monde », a-t-on coutume de dire à propos de l'Inde et de son milliard trois cents millions d'habitants. Et certes, de la démocratie, elle a les structures, un Parlement, des élections, une presse libre... Mais une ombre ternit ce tableau, c'est la politique pro-hindoue dont se réclame le Premier ministre Narendra Modi, réélu le 23 mai à une majorité écrasante à la tête du gouvernement indien.

M. Modi, 69 ans, est issu d'un milieu pauvre et a commencé sa vie comme vendeur de rue. Il a été recruté par une organisation d'extrême droite, puis par le parti nationaliste hindou BJP qui, au vu de ses qualités de chef, l'a choisi pour remplacer en 2001 le Premier ministre de l'État du Gujarat, chassé du pouvoir. Son ambition, mais aussi son charisme et ses qualités de tribun ont fait retenir son nom pour mener le BJP aux élections de 2014, qu'il a gagnées, devenant ainsi le Premier ministre de l'Inde.

Le bilan de la gestion de M. Modi depuis six ans comporte des aspects fortement négatifs, à commencer par le triplement du taux de chômage. Aussi bien M. Modi a concentré ses thèmes de campagne sur des sujets politiques, se présentant aux électeurs comme « le gardien de l'Inde » et le garant de sa sécurité face à l'islamisme incarné par le Pakistan. Un incident l'a servi avant la campagne : l'attaque de terroristes pakistanais au Cachemire, territoire toujours disputé, faisant 41 morts indiens, à laquelle il a répondu par des bombardements au Pakistan.

Le temps est loin où l'Inde, sous la direction éclairée de Nehru puis des Gandhi, apparaissait comme une puissance pluraliste, entretenant avec son voisin pakistanais des relations relativement apaisées, sans éviter les périodes de tension. Rahul Gandhi, le dernier de la dynastie, n'a pas su maintenir la flamme.

Pour Narendra Modi et le BJP, l'Inde et l'hindouisme ne font qu'un. Il l'avait déjà proclamé au Gujarat, où des pogroms sanglants ont eu lieu en 2002 sans qu'il s'y oppose. Or l'Inde compte près de 200 millions de musulmans, et environ 24 millions de chrétiens. Les uns et les autres ne peuvent que s'inquiéter pour l'avenir de leurs relations avec leur Premier ministre. ■

TECHNOLOGIE. Le géant chinois des télécommunications Huawei est pris dans la tourmente de la rivalité économique entre Chine et États-Unis.

Huawei, un symbole

C'est une marque qui fait la fierté d'un pays. Dans le domaine très prisé des nouvelles technologies, elle s'est hissée au niveau des géants occidentaux, japonais et sud-coréens. Un chiffre d'affaires en hausse constante – 95 milliards d'euros en 2018 –, un statut de premier équipementier en télécommunications au monde et de second fabricant de téléphones derrière Samsung : Huawei symbolise, à elle seule, l'essor économique de la Chine. Essor économique, mais aussi technologique. La société de Shenzhen est en tête dans la course mondiale à la 5G (lire encadré).

Pour la firme à la fleur rouge, pourtant, les nuages s'amoncellent. Depuis des années, elle est dans le viseur des autorités américaines, qui la soupçonnent d'avoir eu recours à l'espionnage industriel et d'entretenir des liens trop étroits avec le tout-puissant Parti communiste chinois, bref, d'être un « cheval de Troie ».

Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les sanctions se sont multipliées à son encontre, jusqu'au jeudi 15 mai 2019. Ce jour-là, un décret présidentiel interdit aux sociétés américaines de télécommunications d'utiliser des équipements fournis par des « adversaires étrangers » – comprendre Huawei.

« L'Europe constitue le théâtre principal de l'affrontement numérique entre Pékin et Washington »

Les effets se font rapidement sentir. Moins d'une semaine plus tard, Google décide d'interdire à Huawei l'utilisation de son système d'exploitation Android, qui équipe trois quarts des smartphones dans le monde. Les fournisseurs occidentaux de Huawei en composants électroniques emboîtent le pas à Google, tout comme les alliés les plus proches de Washington. Après l'Australie et la Nouvelle-Zélande, le Japon annonce qu'il n'aura pas recours à la firme chinoise pour développer son réseau 5G. Ces décisions en cascade interrogent : la suspicion envers Huawei est-elle justifiée ?

« Plus que de l'espionnage, les Américains s'inquiètent du sabotage que pourraient subir des infrastructures connectées – réseaux de transports publics, d'approvisionnement en eau – dans une ville utilisant un réseau construit par Huawei, explique Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Mais il est aussi question d'intelligence économique, dans un contexte de très forte sensibilité



Huawei est aujourd'hui le deuxième fabricant au monde de smartphones

des États-Unis vis-à-vis de l'affirmation économique de la Chine. »

L'inquiétude au sujet des liens entre Huawei et le pouvoir chinois est légitime. L'entreprise, fondée en 1987 par Ren Zhengfei, ancien membre de l'armée, a largement bénéficié du soutien politique et économique de l'État. La loi chinoise sur le renseignement national prévoit que les entreprises, au même titre que les citoyens, doivent « appuyer le travail de renseignement national », une formulation qui incite à la méfiance. Pour autant, il est difficile d'envisager les sanctions américaines comme dissociées de la rivalité économique entre Washington et Pékin, véritable obsession d'une partie de l'administration Trump.

Et la France dans tout cela ? Comme Berlin, Paris se fait discret sur le sujet, tiraillé entre ses intérêts économiques et sa proximité stratégique avec Washington. Sans compter que plane l'ombre de l'extraterritorialité du droit américain, dont nombre d'entreprises ont fait les frais (voir reformenet.net). Quant à l'Europe, rappelle Julien Nocetti, elle constitue le « théâtre principal » de l'affrontement numérique entre la Chine et les États-Unis. Deuxième marché de Huawei, elle est la cible d'un lobbying intense, tant de la firme chinoise que de Washington.

À coup sûr, la menace d'espionnage chinois est à prendre au sérieux. Mais on oublie parfois un peu vite que le plus massif des programmes de surveillance mis au jour ces dernières années émanait de la NSA, une agence... américaine. ■

LOUIS FRAYSSE

Qu'est-ce que la 5G ?

La 5G est la cinquième génération des communications mobiles. Ses promoteurs annoncent qu'elle constituera une « rupture » technologique par rapport à la 4G, avec, au menu, une vitesse de transmission des données décuplée et un temps de latence largement réduit. Ces performances pourraient entraîner de nouveaux usages, bien au-delà de la téléphonie mobile : voiture autonome, médecine, agriculture, mais aussi tout ce qui relève de « l'Internet des objets », des réfrigérateurs aux distributeurs connectés de croquettes pour chats. La mise en place de la 5G suppose des investissements massifs, l'installation de très nombreuses antennes et une consommation accrue d'énergie pour le stockage des données. L'essor des objets connectés est à mettre en parallèle avec celui des risques de piratage et de cybercriminalité, sans parler d'un potentiel de surveillance de la population lui aussi amplifié.

La 5G doit être lancée en France à partir de 2020.

L. F.